



Conseil économique et social

Distr. limitée
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale: thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par l'Organisation du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge arabes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

12-61119X (F)



Merçi de recycler 



Déclaration

L'Organisation du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge arabes a mené une étude sur la sécurité alimentaire, sujet qui a été mis en lumière par de nombreux organes internationaux y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle considère que la sécurité alimentaire est un concept fondamental qui peut être la solution pour l'autosuffisance à la lumière des évolutions contemporaines et des théories des relations internationales, l'aide fournie par les grandes puissances aux pays pauvres, et l'inégalité des niveaux de vie à travers le monde. Elle constitue un indicateur comparatif de la capacité d'un pays à assurer son autosuffisance, ou permet aux individus de pourvoir à leur besoins, de progresser, et de sortir du cercle de la pauvreté et de la malnutrition.

L'étude tente d'expliquer le manque d'eau et de nourriture dans le monde, et dans le monde arabe. Elle examine aussi l'étroit rapport entre la sécurité alimentaire et le développement. Les universitaires ont donné plusieurs définitions du développement; certains se sont focalisés sur l'économie, les facteurs politiques et sociaux, d'autres sur la civilisation, la culture, l'éthique, et la psychologie. Conformément à cette étude, la présente déclaration s'appuie sur une définition économique.

L'étude considère plusieurs composantes de la sécurité alimentaire :

1. **Ressources agricoles.** L'agriculture est la principale source d'alimentation pour l'être humain. Néanmoins, et malgré une augmentation de la production mondiale au cours des quelque 40 dernières années, 842 millions de personnes à travers le monde continuent à souffrir de la faim, dont 23 % en Afrique subsaharienne, et 60 % en Asie du Sud-Est. D'ici à 2030 on estime que la population mondiale passera de 6 à 8,1 milliards, dont un milliard pour l'Afrique. La demande alimentaire va croître en conséquence.
2. **Ressources en eau.** 97 % des ressources en eau sont composées d'eau salée, et, dans les 3 % d'eau douce les 2/3 composent les glaciers, les calottes glaciaires, et les eaux souterraines, ce qui ne laisse qu'une infime portion sur la surface de la terre et dans les airs. Dans de nombreuses parties du monde, la demande en eau douce excèdera la demande. Nous sommes donc amenés à faire face à une grande menace ayant des répercussions immédiates sur la sécurité alimentaire.
3. **Ressources en animaux.** Le monde arabe possède des réserves significatives de ressources en animaux qui apportent une importante contribution à la sécurité alimentaire. Ces ressources et leur produit ont été quantifiés.
4. **Ressources halieutiques.** Les pêcheries naturelles et l'aquaculture ont fourni quelque 142 millions de tonnes de poisson à travers le monde en 2008. Quelque 115 millions de tonnes, ou 17 kilos en poids vif par personne, ce qui est sans précédent, ont été destinés à la consommation humaine. L'aquaculture a fourni 46 % du poisson destiné à la consommation. Ce chiffre est plus faible que celui donné dans le rapport *Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* de 2008 du fait de la baisse significative des chiffres des pêcheries et de l'aquaculture en Chine, ce qui n'a pas empêché une augmentation de 42 % depuis 2006.

5. **Ressource humaines.** La population totale du monde arabe est passée de 282,4 millions en 2000 à 367,4 millions en 2012, soit 5,2 % de la population mondiale et une augmentation de quelque 85 millions d'individus en 12 ans. Les ressources humaines sont un facteur important de la production. La force de travail était estimée à 82,4 millions d'individus en 2000, desquels 26,1 millions, soit 32 %, travaillaient dans l'agriculture. Les pays arabes fournissent des professionnels hautement qualifiés dans différents secteurs en rapport avec la production alimentaire et autres produits de base.

L'étude montre que les variables affectant la sécurité alimentaire sont l'environnement réglementaire, l'environnement démographique, le contexte financier et les investissements, les politiques sécuritaire, technologique, de promotion, d'intégration, de projets locaux et internationaux, des ressources humaines, et du budget que l'État consacre à l'agriculture.

L'étude aborde également les répercussions des fluctuations économiques sur la sécurité alimentaire. Les crises économique et alimentaire ont des effets profonds sur les petits pays dépendants de leurs importations, en particulier en Afrique. Quelques uns des principaux pays ont réussi à soustraire leurs marchés à la crise en appliquant des restrictions commerciales, et à protéger leurs consommateurs grâce à des filets de sécurité. Cependant, isoler le marché conduit à une augmentation des prix, et à une fluctuation des marchés mondiaux.

L'anticipation des effets de la crise alimentaire de 2006-2008 sur les chiffres de la malnutrition varient fortement selon la région et le pays. La différence de revenus, de balance commerciale, et des réponses politiques à la crise des prix constituent des facteurs à prendre en compte. Les pays pauvres et importateurs de produits alimentaires ont en général été plus durement touchés par la fluctuation des prix au niveau mondial à cause de leurs réserves et ressources budgétaires comparativement modestes, qui les ont empêchés d'acheter des denrées à des prix élevés. Dans l'incapacité de restreindre leurs importations, ils n'ont pas pu supporter le poids de la crise économique. Il en a résulté dans ces pays, la plupart se trouvant en Afrique, de très fortes augmentations du prix des denrées alimentaires de même qu'un effet à long terme de la technologie sur la sécurité alimentaire. L'étude examine les initiatives arabes en faveur de mesures communes sur la sécurité alimentaire. Elle parle de pays exposés aux crises humanitaires et à l'insécurité alimentaire, prenant certains pays, comme la Somalie et la Palestine (Cisjordanie et bande de Gaza) comme exemple. Elle conclue avec quelques recommandations pour sortir de la crise de la sécurité alimentaire.

Enfin, l'étude tire un certain nombre de faits et d'indicateurs statistiques des études sur lesquelles elle se base, et formule des recommandations pour sortir de la crise de la sécurité alimentaire. Les faits sont :

- 800 millions de personnes souffrent de malnutrition dans les pays en développement. Le pourcentage est particulièrement élevé en Afrique subsaharienne, où 33 % de la population est touchée. Dans certains pays les chiffres montent à plus de 50 %;
- 842 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont 23 % en Afrique subsaharienne, et 60 % en Asie du Sud-Est. On estime que la population mondiale passera de 6 à 8,1 milliards d'ici à l'an 2030;

- Des pays dans lesquels la malnutrition affecte plus de 20 % de la population et dans lesquels le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est égal ou supérieur à 75 %;
- Des pays dans lesquels la malnutrition affecte plus de 20 % de la population et dans lesquels le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est inférieur égal ou à 75 %;
- Des pays dans lesquels au moins 75 % des enfants meurent avant l'âge de 5 ans, et dans lesquels le taux de malnutrition est de moins de 20 %;
- Le continent africain ne dispose que de 5 000 m³ d'eau par personne et par an, pour 24 000 sur le continent américain et 9 000 en Europe;
- Le fleuve Congo à lui seul représente 30 % des ressources en eau du continent africain, et les 10 rivières principales représentent 50 % du débit d'eau total. Le Sahel et l'Afrique du Nord ne disposent que de 1,2 % des ressources en eau;
- En Afrique du Nord, au Sahel, dans le golfe de Guinée, le centre, l'est et les îles de l'océan Indien, et le sud, 75 % de l'eau est consacré à l'agriculture, 9 % aux villes, et 6 à l'industrie;
- 166 millions de personnes souffrent de malnutrition dans les pays affectés par une crise prolongée. Ceci représente 20 % du total mondial.

L'étude recommande la suivante série de mesures pour infléchir la sécurité alimentaire et faire monter le prix des denrées alimentaires, en passant des décisions à l'action :

1. Appeler les principales parties prenantes à appuyer les décisions afin de réglementer les prix. Ces parties prenantes incluent :
 - Ministères;
 - Représentants des organisations gouvernementales responsables de la nutrition, de la finance, et de l'agriculture;
 - Gouvernement local;
 - Partenaires de développement;
 - Représentants du secteur privé;
 - Organisations de la société civile;
 - Représentants des partis politiques et de diverses forces politiques devant être consultés pour s'assurer de leur accord et de leur aide;
2. Mener une étude analytique sur les prix alimentaires pour informer la prise de décisions;
3. Réformer la politique macroéconomique afin d'aider à réduire les prix alimentaires et renforcer la demande, par exemple en opérant sur les taxes et les droits de douane, et en prenant les mesures suivantes :
 - Le renforcement des capacités budgétaires;

- Préserver les taux de change: dans les pays dont le cours de la monnaie est fixé par rapport au dollar, une baisse du dollar renchérit les importations et rend les exportations plus attractives, avec un effet positif sur les prix locaux;
- Réformer la politique et les mesures commerciale;
- Adopter des mesures effectives pour protéger les consommateurs;
- 4. Prévoir des filets de sécurité et une assurance sociale pour fournir nourriture, argent, ou aide alimentaire pour que les familles pauvres puissent maintenir un niveau acceptable de consommation alimentaire dans le cas où elles auraient moins ou pas du tout de revenus;
- 5. Stimuler le revenu par habitant en augmentant les salaires ou les aides au logement, et faciliter l'accès des consommateurs au crédit;
- 6. Encourager les investissements;
- 7. Réorganiser l'agriculture par l'emploi d'une technologie moderne pour stimuler la production et la fourniture en eau;
- 8. Améliorer la gestion du marché en levant les obstacles aux transferts de fonds par les producteurs, établir une base de données nationale assurant le suivi des prix des denrées, et s'assurer que les évolutions sont rapidement analysées.

Afin de stimuler la production et les revenus, des fertilisants et des produits chimiques subventionnés ou gratuits pourraient être fournis à court terme, et on pourrait agir de manière à améliorer les apports sur le long terme, en fonction de la réglementation agricole en vigueur.
